



Thierry Kellner & Nadine Loutfi

La Chine face à la guerre Iran–Israël (2025–2026) :

Entre triangulation stratégique
et limites de la puissance

JUILLET 2026

grip

LES RAPPORTS DU GRIP 2026/2



La reproduction est autorisée, moyennant mention de la source et de l'auteur.

PHOTOS DE COUVERTURE :

De gauche à droite : Benjamin Netanyahu, Premier ministre israélien, Xi Jinping, président de la République populaire de Chine, et l'ayatollah iranien Ali Khamenei.

Crédit : [Prime Minister of Israel Flickr, CC BY-NC-ND 2.0](#) / [The White House, Flickr, CC BY-NC-ND 2.0](#) / [Wikimedia, CC BY-NC-ND 2.0](#)

Karma, licence CC BY-SA 2.0.

ISSN: 2466-6734

ISBN: 978-2-87291-259-9

Version PDF: <https://www.grip.org/la-chine-face-a-la-guerre-iran-israel-2025-2026-entre-triangulation-strategique-et-limites-de-la-puissance>



Le GRIP bénéficie du soutien du Service de l'Éducation permanente de la Fédération Wallonie-Bruxelles.



Les Rapports du GRIP sont également accessibles sur notre site internet.

GRUPE DE RECHERCHE ET D'INFORMATION SUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ

Avenue des Arts 7-8

B-1210 Bruxelles

Tél : 0473 982 820

Courriel : admi@grip.org

Site Internet : www.grip.org

Le Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP) est une association sans but lucratif.

Table des matières

Introduction	1
1. La triangulation comme clé d'analyse de la posture chinoise	8
2. Les fondements matériels du triangle Chine-Iran-Israël : énergie, BRI et interdépendances différenciées	14
2.1. Israël : pôle technologique et insertion dans les chaînes d'innovation globales	15
2.2. L'Iran : pivot énergétique et partenaire d'opportunité stratégique	20
2.3. Une triangulation économique différenciée : complémentarité fonctionnelle et contraintes croisées	25
3. La posture chinoise face à la guerre Iran-Israël (2025-2026) : entre cohérence doctrinale, « <i>neutralité</i> » stratégique officielle et contrainte systémique	29
4. Perspectives : quelle recombinaison du triangle Chine-Iran-Israël dans un environnement conflictuel durable ?	40
Conclusion	44

Introduction

La montée en puissance de la Chine au Moyen-Orient s'inscrit dans les transformations structurelles du système international contemporain, marquées par un déplacement progressif des centres de gravité économiques et stratégiques. Longtemps cantonnée à une présence limitée dans une région historiquement structurée par l'empreinte sécuritaire des États-Unis, Pékin s'y est progressivement imposée comme un acteur économique central et un partenaire diplomatique de plus en plus visible. Cette évolution ne procède ni d'une rupture brutale ni d'une stratégie explicitement révisionniste, mais d'un processus graduel d'insertion fondé sur l'intensification des échanges commerciaux, l'expansion des investissements et le déploiement d'une diplomatie pragmatique, largement dépolitisée dans ses formes.

Depuis le début des années 2000, cette présence s'est structurée autour de deux dynamiques interdépendantes. D'une part, une dépendance énergétique croissante de la Chine, qui fait du Moyen-Orient un espace central pour la sécurité de ses approvisionnements. D'autre part, un ancrage économique et infrastructurel en expansion, notamment dans le cadre de la *Belt and Road Initiative* (BRI), permettant à la Chine de s'inscrire durablement dans les trajectoires de transformation économique régionales. À cette dimension matérielle s'ajoute une doctrine fondée sur les principes de non-ingérence, du respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale des États, hérités des « *cinq principes de coexistence pacifique* » (voir infra). Cette posture permet à Pékin d'entretenir des relations simultanées avec des acteurs profondément antagonistes, tout en projetant l'image d'une puissance capable de dialoguer avec l'ensemble des parties.

Encadré 1 : l'initiative des Nouvelles Routes de la Soie (ou *Belt and Road Initiative* « BRI »)

La « *Belt and Road Initiative* » ou BRI, annoncée par Xi Jinping en septembre et octobre 2013 lors de visites officielles au Kazakhstan et en Indonésie, constitue le cadre stratégique principal de l'internationalisation économique de la Chine au 21^e siècle. Présentée initialement comme la combinaison d'une « Ceinture économique de la Route de la Soie » terrestre et d'une « Route de la Soie maritime », elle vise à renforcer les infrastructures, les échanges commerciaux, les investissements et les connexions humaines entre la Chine et le reste du monde. Contrairement à de nombreux programmes internationaux de développement, la BRI ne repose pas sur une architecture institutionnelle unique ou sur un traité fondateur. C'est davantage une plateforme flexible regroupant une multitude de projets bilatéraux et multilatéraux dans les domaines des transports, de l'énergie, des télécommunications, de la finance et de la coopération industrielle. Au fil de son évolution, la BRI a dépassé sa vocation infrastructurelle initiale et s'est étendue géographiquement (Amérique centrale et latine à partir de 2017, et même à l'Arctique en 2018, Pékin évoquant une « route de la soie polaire » dans un livre blanc consacré à cette région¹). À partir de la seconde moitié des années 2010, plusieurs déclinaisons sectorielles ont aussi été intégrées au projet, notamment la Route de la Soie numérique (*Digital Silk Road*), la Route de la Soie sanitaire (*Health Silk Road*), la Route de la Soie verte (*Green Silk Road*) et diverses initiatives liées à l'innovation technologique. Ainsi, Pékin présente officiellement l'initiative comme un instrument favorisant la connectivité, le développement partagé et la coopération « gagnant-gagnant ».

Le Moyen-Orient occupe une place particulière dans cette initiative. Située géographiquement au croisement des routes reliant l'Asie, l'Afrique et l'Europe, la région est un espace essentiel pour la

1. « [China's Arctic Policy](#) », *The State Council Information Office of the People's Republic of China*, 26 janvier 2018.

sécurisation des approvisionnements énergétiques chinois et pour le développement des corridors logistiques eurasiens. Les pays riverains du golfe Persique, l'Égypte, l'Iran et Israël ont ainsi été intégrés à différents projets liés aux infrastructures portuaires, aux transports, à l'énergie et aux nouvelles technologies. Après une phase d'expansion rapide durant les années 2013-2019, la BRI a connu un ralentissement relatif au début des années 2020 sous l'effet de la pandémie de Covid-19, des difficultés financières rencontrées par certains États partenaires et des critiques portant sur le surendettement de certains pays hôtes, sur les conséquences sociales ou environnementales ainsi que la viabilité économique des projets et leurs implications géopolitiques². Toutefois, depuis 2023, l'initiative connaît une phase de reprise. Selon les données du *Green Finance & Development Center* de l'Université Fudan, l'engagement cumulé chinois depuis 2013 dans les pays de la BRI a dépassé 1399 milliards USD à la fin de l'année 2025³. Cette dernière année aurait ainsi été la plus active depuis le lancement de l'initiative.

Cette évolution s'accompagne néanmoins d'un changement qualitatif. Pékin semble privilégier des projets jugés plus rentables et moins risqués financièrement, conformément à l'orientation défendue par Xi Jinping dès septembre 2021 en faveur de projets « *small yet beautiful* »⁴. Cette réorientation reflète non seulement la volonté chinoise de renforcer la soutenabilité économique de la BRI, mais également de réduire son exposition aux risques géopolitiques et sécuritaires associés à certains environnements instables. Elle s'inscrit enfin dans un contexte international marqué par une compétition stratégique accrue avec les États-Unis et leurs alliés, qui tend à politiser davantage les investissements chinois à l'étranger.

2. WEI Lingling, « [China Reins In Its Belt and Road Program, \\$1 Trillion Later](#) », *The Wall Street Journal*, 26 septembre 2022.

3. NEDOPIL Christoph, « [China Belt and Road Initiative \(BRI\) Investment - Report 2025](#) », *Green Finance & Development Center*, Fudan University, 18 janvier 2026.

4. *Ibidem*.

Toutefois, à mesure que l'exposition des intérêts chinois dans la région s'accroît, les limites de cette approche deviennent plus visibles. Les recompositions régionales observées depuis 2023 - guerre à Gaza, attaques des Houthis en mer Rouge, chute du régime d'Assad en Syrie, intensification des tensions irano-israéliennes - ont progressivement réaffirmé la centralité des dynamiques sécuritaires dans la structuration du Moyen-Orient. Dans ce contexte, la Chine avait de plus en plus été perçue comme un acteur susceptible de jouer un rôle politique accru, notamment à la suite de son implication dans le rapprochement irano-saoudien de mars 2023⁵ et de son activisme diplomatique dans les discussions inter-palestiniennes en 2024⁶.

Mais l'intensification du conflit entre l'Iran et Israël depuis juin 2025 marque, à cet égard, une rupture qualitative. En transformant une rivalité indirecte en confrontation directe ouverte, cette guerre reconfigure non seulement les équilibres régionaux, mais également les modalités d'engagement des puissances extérieures. Elle place la Chine face à une contradiction structurelle : acteur économique majeur dans la région, Pékin entretient des relations approfondies avec l'Iran, notamment dans le domaine énergétique, tout en développant des coopérations technologiques et commerciales significatives avec Israël. Cette double insertion soulève une question centrale : comment la Chine ajuste-t-elle sa stratégie face à une confrontation directe entre deux partenaires antagonistes ? Au-delà de cette interrogation empirique, le conflit soulève une question théorique plus large : dans quelle mesure une puissance émergente peut-elle maintenir une stratégie de triangulation lorsque les rivalités entre ses partenaires évoluent d'un conflit indirect vers une confrontation militaire ouverte ? Cette question apparaît particulièrement pertinente dans le cas chinois, dans la mesure où la politique régionale de Pékin repose largement sur la coexistence de

5. ZHANG Yao, « [Crucial yet Limited: China's Role in the Saudi-Iranian Rapprochement](#) », *Asian Affairs*, vol.56, n° 1, 2024, p. 1.

6. CHEN Laurie et AL-MUGHRABI Nidal, « [China Brokers Palestinian Unity Deal, but Doubts Persist](#) », *Reuters*, 23 juillet 2024.

relations simultanées avec des acteurs rivaux. La guerre Iran-Israël/États-Unis offre ainsi une occasion privilégiée d'évaluer les limites de cette stratégie dans un contexte de conflictualité élevée.

La séquence ouverte en 2025 trouve une expression particulièrement révélatrice dans les dynamiques multilatérales. L'adoption de la résolution 2817 du Conseil de Sécurité des Nations unies⁷ (CSNU), le 11 mars 2026, soutenue par une large majorité d'États, visait à répondre aux attaques iraniennes et à réaffirmer un cadre normatif de gestion du conflit. Toutefois, loin de consacrer un consensus international, ce vote a mis en lumière les fractures persistantes entre puissances, notamment à travers l'abstention conjointe de la Chine et de la Russie. La justification avancée par Pékin - dénonçant un texte « déséquilibré » incapable de refléter « *les causes profondes* » du conflit⁸ - traduit moins une posture conjoncturelle qu'une contrainte structurelle liée à sa position dans la région.

En effet, la Chine se trouve au cœur d'une configuration triangulaire complexe, articulée autour de trois pôles antagonistes : l'Iran, partenaire énergétique et géopolitique; Israël, acteur clé de sa coopération technologique et de son insertion dans les chaînes d'innovation globales; et, plus largement, un environnement régional dont la stabilité conditionne directement ses intérêts économiques. Cette triangulation est d'autant plus contraignante qu'elle s'inscrit dans une dépendance structurelle à l'égard du Moyen-Orient, et plus particulièrement du détroit d'Ormuz, par lequel transite une part décisive des importations énergétiques (pétrole et gaz) chinoises.

Dans ce contexte, la posture de la Chine apparaît profondément ambivalente. Elle ne peut être réduite ni à une neutralité passive ni à un alignement implicite, mais doit être appréhendée à travers une logique plus complexe de gestion simultanée de relations

7. « [Compte-rendu de la 10119e séance du Conseil de sécurité](#) », Conseil de Sécurité des Nations unies (CSNU), S/PV.10119, 11 mars 2026, p. 10.

8. LEE Gim Siong, « [China's unusual abstention from UN's Iran vote highlights diplomatic squeeze amid Middle East conflict](#) », Channel News Asia, 27 mars 2026.

antagonistes. Pour rendre compte de cette dynamique, ce rapport propose de dépasser les lectures classiques en termes de non-alignement, en mobilisant le concept de triangulation stratégique comme clé d'analyse. L'hypothèse est que la Chine ne se contente pas de naviguer entre deux pôles rivaux, mais s'inscrit dans une configuration triangulaire structurée, dont les dynamiques sont profondément affectées par la guerre. La guerre Iran-Israël/États-Unis agit ainsi comme un révélateur des tensions structurelles qui traversent l'engagement chinois au Moyen-Orient. Alors que Pékin ambitionne de promouvoir une architecture internationale fondée sur le multilatéralisme et l'interdépendance, sa réaction face à un conflit de haute intensité reste marquée par un positionnement en retrait et une grande prudence diplomatique, mettant en évidence les limites d'un modèle reposant sur la primauté de l'économie et l'évitement du coût sécuritaire.

Cette séquence met en lumière une tension fondamentale entre l'ampleur des intérêts chinois dans la région et sa capacité à peser sur les dynamiques sécuritaires. Si la Chine s'est imposée comme un acteur économique incontournable et un partenaire diplomatique visible, elle demeure dépendante d'un ordre régional qu'elle ne contrôle pas, sans disposer des instruments - ni manifester la volonté politique - nécessaires pour en être un garant. Cette configuration renvoie moins à un déficit conjoncturel qu'à un problème plus profond de conversion de la puissance. Autrement dit, l'accumulation de ressources économiques, commerciales et financières de la Chine au Moyen-Orient ne se traduit pas automatiquement par une capacité équivalente à façonner les dynamiques politiques et sécuritaires. Le cas de la guerre Iran-Israël/États-Unis met ainsi en évidence le décalage persistant entre la possession de ressources et leur transformation en influence stratégique effective.

Afin d'éclairer cette problématique, ce rapport s'organise en quatre parties. Dans un premier temps, il mobilise la notion de triangulation stratégique comme cadre théorique permettant de comprendre la logique de l'engagement chinois entre deux partenaires antagonistes. Dans un deuxième temps, il examine les fondements

matériels de cette triangulation à travers l'analyse des relations que Pékin entretient avec l'Iran et Israël, en mettant en évidence les interdépendances différenciées qui structurent cette configuration. Ensuite, il analyse la posture adoptée par la Chine face à la guerre Iran-Israël/États-Unis de 2025-2026, afin d'évaluer dans quelle mesure ce conflit met à l'épreuve les mécanismes d'équilibrage et de *hedging* qui caractérisent sa stratégie régionale. Enfin, il s'interroge sur les perspectives d'évolution du triangle Chine-Iran-Israël dans un contexte marqué par une conflictualité accrue et par les limites croissantes de la capacité chinoise à convertir sa puissance économique en influence stratégique. Plus largement, ce rapport contribue aux débats relatifs aux capacités des puissances émergentes à préserver des stratégies de diversification relationnelle dans un système international caractérisé par une polarisation géopolitique croissante.

1. —

La triangulation comme clé d'analyse de la posture chinoise

L'analyse de la posture chinoise face à la guerre Iran-Israël/États-Unis nécessite de dépasser les lectures strictement bilatérales au profit d'un cadre théorique capable de saisir la complexité des interactions régionales. À cet égard, la notion de triangulation stratégique constitue une grille d'analyse particulièrement pertinente pour appréhender la logique d'engagement de Pékin dans un environnement caractérisé par la coexistence d'acteurs antagonistes et par l'interdépendance de leurs relations. Dans sa formulation classique, la triangulation renvoie à une configuration dans laquelle un acteur structure ses relations extérieures en fonction des interactions entre deux autres pôles rivaux. Les travaux de Lowell Dittmer ont montré que ces configurations produisent des effets systémiques spécifiques, dans la mesure où chaque relation bilatérale est influencée par les deux autres⁹. La triangulation ne se réduit ainsi pas à une simple addition de relations dyadiques, mais constitue un système relationnel interdépendant, dans lequel les choix d'un acteur sont conditionnés par les interactions croisées entre les autres composantes du triangle.

Historiquement associée à la diplomatie américaine durant la Guerre froide - notamment dans la gestion du triangle États-Unis-Union soviétique-Chine sous l'impulsion de Henry Kissinger - la triangulation a souvent été interprétée comme une stratégie active

9. DITTMER Lowell, « [The Strategic Triangle: An Elementary Game-Theoretical Analysis](#) », *World Politics*, vol.33, n°4, 1981, pp.485-515.

visant à exploiter les rivalités pour maximiser son avantage relatif¹⁰. Toutefois, cette lecture volontariste doit être nuancée dans le contexte contemporain. Comme le souligne Brantly Womack, les triangles stratégiques sont généralement asymétriques : les acteurs n’y disposent ni des mêmes ressources ni des mêmes marges de manœuvre, ce qui implique que la triangulation peut être autant une contrainte qu’un instrument de puissance¹¹. Appliquée au cas chinois, cette approche révèle une configuration spécifique, dans laquelle Pékin n’occupe pas une position de manipulation stratégique des rivalités, mais se trouve inséré dans un triangle dont il ne contrôle pas les dynamiques internes. La relation entre l’Iran et Israël – marquée par une hostilité structurelle et désormais par une confrontation militaire directe – constitue le facteur structurant du triangle, dans la mesure où elle conditionne les marges de manœuvre chinoises. Pékin apparaît ainsi moins comme un acteur orchestrant la triangulation que comme un acteur contraint de s’y adapter.

Cette lecture peut être approfondie à partir des travaux de David A. Lake sur les hiérarchies internationales. En soulignant que les relations internationales s’inscrivent dans des structures d’autorité et de dépendance, Lake met en évidence le fait que les stratégies des États sont conditionnées par leur position relative dans le système¹². Dans le cas du triangle Chine-Iran-Israël, cette logique se traduit par une double contrainte. D’une part, la Chine dépend de l’Iran pour une part significative de ses approvisionnements énergétiques. D’autre part, sa relation avec Israël s’inscrit dans un environnement structuré par la rivalité sino-américaine, qui limite la profondeur de la coopération technologique. Cette double insertion place Pékin dans une position d’équilibrage structurel où toute modification d’une relation bilatérale produit des effets sur les deux autres. Elle révèle également un arbitrage permanent entre différentes

10. KISSINGER Henry, *Diplomacy*, New York, Simon & Schuster, 1994.

11. WOMACK Brantly, *China among Unequals: Asymmetric Foreign Relationships in Asia*, Singapore, World Scientific, 2010.

12. LAKE David A., *Hierarchy in International Relations*, Ithaca, Cornell University Press, 2009.

catégories d'intérêts : sécurisation des approvisionnements énergétiques, accès aux technologies avancées, maintien d'une image de neutralité et préservation de relations avec des acteurs engagés dans des camps stratégiques opposés. Ces objectifs peuvent coexister en temps de rivalité contenue, mais ils tendent à entrer en tension lorsque celle-ci a évolué vers un affrontement direct.

Si la littérature sur les triangles stratégiques met principalement l'accent sur les interactions entre trois sommets, ces relations demeurent néanmoins insérées dans un environnement stratégique plus large susceptible d'affecter les préférences et les comportements des acteurs concernés¹³. Dans cette perspective, la triangulation Chine-Iran-Israël ne saurait être appréhendée comme un système fermé. Bien que ces trois acteurs constituent les pôles principaux de la configuration étudiée, leurs interactions demeurent influencées par des facteurs exogènes capables d'affecter l'équilibre du triangle. Parmi ceux-ci, les États-Unis occupent une place particulière. Sans constituer un sommet de la structure triangulaire elle-même, Washington exerce une influence indirecte mais significative sur les relations sino-israéliennes à travers son alliance stratégique avec Israël, ainsi que sur les relations sino-iraniennes par le biais des sanctions économiques, des négociations nucléaires et de sa présence militaire régionale. Les États-Unis apparaissent ainsi comme un acteur externe dont les politiques contribuent à façonner l'environnement stratégique dans lequel évoluent Pékin, Téhéran et Tel-Aviv.

La triangulation peut être articulée à la notion de « *hedging* », telle que conceptualisée par Evelyn Goh. Le *hedging* désigne une stratégie consistant à éviter des choix exclusifs entre partenaires rivaux en combinant engagement, diversification et prudence stratégique¹⁴. Contrairement aux logiques d'alignement, il repose sur

13. WOMACK Brantly, *China among Unequals*, op. cit., pp. 126-127.

14. GOH Evelyn, « [Meeting the China Challenge: The U.S. in Southeast Asian Regional Security Strategies](#) », *Policy Studies*, no. 16, 2005.

la gestion simultanée de relations potentiellement contradictoires, permettant aux États de maximiser les bénéfices de la coopération tout en limitant les risques associés à une dépendance excessive. Dans le cas chinois, le *hedging* apparaît moins comme une réponse ponctuelle à l'incertitude que comme une logique durable d'engagement international, particulièrement visible au Moyen-Orient. Toutefois, cette notion présente certaines limites lorsqu'elle est appliquée à une configuration dans laquelle les partenaires avec lesquels la Chine entretient des relations différenciées sont eux-mêmes engagés dans une rivalité militaire directe. Le *hedging* permet de comprendre la volonté chinoise d'éviter des choix exclusifs, mais il explique moins les effets systémiques produits par l'interaction entre les pôles rivaux. C'est précisément ce que permet de saisir la triangulation : non seulement la coexistence de relations contradictoires, mais aussi les effets de rétroaction que ces relations produisent les unes sur les autres.

Cette dynamique peut être analysée à travers le concept de « synchronisation stratégique », selon lequel les actions de différents acteurs génèrent des ajustements simultanés au sein du système¹⁵. Dans le cadre de ce rapport, cette notion désigne le processus par lequel les interactions entre deux acteurs produisent des effets d'ajustement quasi simultanés chez un troisième acteur intégré au même système relationnel. La synchronisation ne renvoie donc pas à une coordination volontaire, mais à une forme d'interdépendance dynamique dans laquelle les décisions prises par un acteur modifient immédiatement l'environnement stratégique des autres. Dans une configuration triangulaire, les relations bilatérales cessent ainsi d'être autonomes : elles deviennent interdépendantes et génèrent des mécanismes permanents de recalibrage. Ainsi, la guerre Iran-Israël/États-Unis, les escalades militaires, les frappes ciblées et les dynamiques de représailles produisent des effets qui dépassent le cadre bilatéral, et influencent immédiatement la posture chinoise,

15. DITTMER Lowell, « The Strategic Triangle », *loc. cit.*

contraignant Pékin à ajuster en permanence son positionnement diplomatique, économique et stratégique.

Cette dynamique de synchronisation ne résulte pas uniquement des interactions entre les trois pôles du triangle. Elle peut également être amplifiée ou perturbée par l'action d'acteurs extérieurs. Dans le cas présent, les décisions américaines relatives à l'Iran ou à Israël reconfigurent indirectement les conditions d'interaction entre les acteurs du triangle, générant ainsi des ajustements simultanés au sein de cette configuration. La synchronisation stratégique doit dès lors être appréhendée comme un processus à la fois endogène et exogène, dans lequel les interactions internes au triangle demeurent sensibles aux évolutions de leur environnement géopolitique plus large.

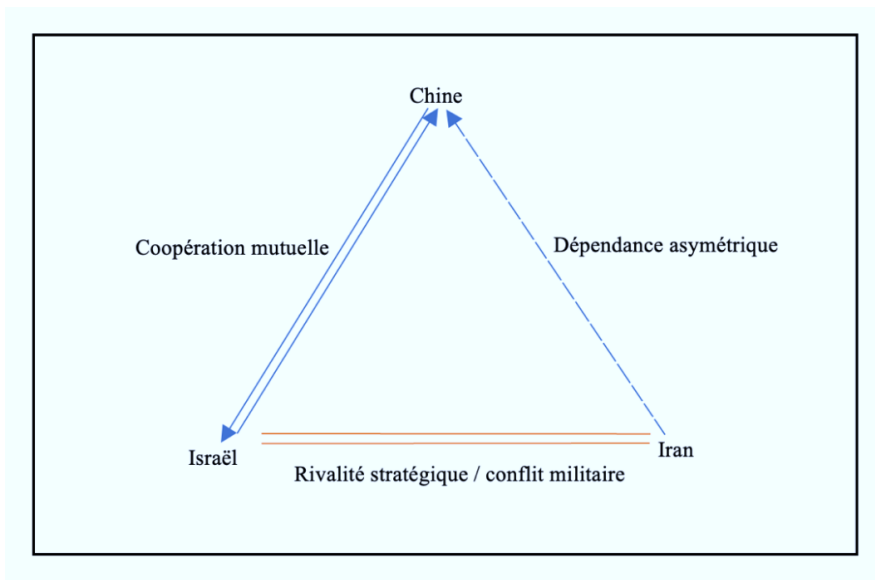
Les développements récents de la littérature sur la triangulation permettent également d'introduire la notion de triangulation contrainte, voire de « *strangulation* » (ou « étranglement » en français), mise en évidence dans certains travaux contemporains. Cette approche souligne un paradoxe central : à mesure qu'un acteur approfondit ses relations avec des partenaires antagonistes, il accroît son niveau d'interdépendance, mais réduit simultanément sa capacité à agir de manière autonome¹⁶. Autrement dit, l'intégration relationnelle devient une source de contrainte. Dans le cas chinois, cette dynamique est particulièrement visible. L'intensification des relations économiques avec l'Iran et Israël, loin d'offrir une liberté stratégique accrue, expose davantage Pékin aux effets de leurs rivalités.

Ainsi, la triangulation Chine-Iran-Israël ne doit pas être comprise comme une stratégie purement instrumentale, mais comme une configuration dans laquelle la Chine cherche à préserver un équilibre entre des relations incompatibles. Cette logique

16. SINGAL Deepanshu, « [Triangulation and Strangulation: The Story of China's Asia](#) », *Yale Review of International Studies*, 17 novembre 2021.

repose sur trois éléments fondamentaux : la diversification des partenariats, la flexibilité relationnelle et le refus de l'engagement sécuritaire direct. Ensemble, ces mécanismes ont permis à Pékin d'accroître sa présence régionale tout en limitant les coûts associés à une implication politique ou militaire plus profonde. Toutefois, leur efficacité dépend étroitement du maintien d'un niveau relativement faible de conflictualité entre les partenaires concernés. À mesure que les tensions entre l'Iran et Israël s'intensifient, les marges de manœuvre associées à la triangulation se réduisent, transformant progressivement une stratégie d'équilibre en une position de contrainte. La guerre de 2025-2026 constitue à cet égard un moment critique, dans la mesure où elle met à l'épreuve, dans un contexte de confrontation directe, un modèle d'engagement jusqu'alors fondé sur la coexistence de rivalités contenues.

Figure 1. La triangulation Chine-Israël-Iran



2. —

Les fondements matériels du triangle Chine-Iran-Israël : énergie, BRI et interdépendances différenciées

Loin de relever d'une construction purement diplomatique, la triangulation Chine-Iran-Israël repose sur des fondements matériels profondément différenciés, qui assignent à chacun des pôles une fonction spécifique dans l'architecture stratégique chinoise. Cette architecture ne correspond ni à une logique d'équilibre symétrique ni à une hiérarchie formalisée, mais à une articulation fonctionnelle des relations, dans laquelle chaque partenaire répond à un besoin distinct : énergétique, technologique ou géoéconomique. C'est précisément cette différenciation qui rend possible la coexistence de relations avec des acteurs antagonistes, tout en inscrivant la Chine dans une logique d'équilibrage triangulaire contrainte.

2.1. Israël : pôle technologique et insertion dans les chaînes d'innovation globales

La relation sino-israélienne constitue un cas singulier dans l'engagement chinois au Moyen-Orient, illustrant un élargissement substantiel du spectre des intérêts de Pékin au-delà du seul registre énergétique. À la différence des économies du Golfe, structurées autour des hydrocarbures, la coopération bilatérale avec Israël repose sur une logique techno-économique avancée, centrée sur l'innovation, la recherche et les technologies de pointe. L'attractivité de l'écosystème israélien - souvent qualifié de « *Startup Nation*¹⁷ » - a ainsi favorisé l'émergence d'un partenariat fondé sur des secteurs à forte intensité technologique, tels que l'intelligence artificielle, la cybersécurité, les biotechnologies, les technologies médicales et les technologies de l'eau. Pour la Chine, cet engagement répond à une double rationalité stratégique. D'une part, il s'inscrit dans la volonté de soutenir sa montée en gamme industrielle, en cohérence avec des programmes tels que *Made in China 2025*, visant à réduire sa dépendance technologique et à renforcer ses capacités d'innovation domestiques dans un contexte de concurrence géopolitique croissante.

Encadré 2 : Le programme « *Made in China 2025* »

Le programme « *Made in China 2025* » lancé en 2015 avait pour but de faire de la Chine un acteur majeur, voire dominant, dans une série d'industries stratégiques¹⁸. Jonathan Holslag a mis en lumière la coordination qui a été mise en place entre cette initiative et la BRI dans des secteurs comme le dragage, le transport maritime, la construction navale et la fabrication d'équipements maritimes,

17. CHAZIZA Mordechai, « [Israel-China Relations in an Era of Strategic Rivalry and Great Power Competition](#) », *The Institute for National Security Studies (INSS)*, juillet 2022.

18. Voir WÜBBEKE Jost *et al.*, « [Made In China 2025. The making of a high-tech superpower and consequences for industrial countries](#) », MERICS, n°2, décembre 2016, p. 73.

l'industrie ferroviaire et d'approvisionnement ferroviaire, la sidérurgie, la construction et l'ingénierie, les réseaux énergétiques, l'industrie aéronautique, le matériel et les services internet, la robotique, les semi-conducteurs, etc.¹⁹ Dix ans plus tard, un rapport de la *U.S.-China Economic and Security Review Commission* constatait que dans les dix technologies clés de ce plan, Pékin avait atteint, voire dépassé, bon nombre des objectifs très ambitieux qu'il s'était fixés en 2015 en matière de parts de marché mondiales, d'approvisionnement local et de développement technologique²⁰. Même s'il n'a pas atteint certains autres objectifs, il a néanmoins enregistré, selon cette étude des progrès significatifs dans la plupart des secteurs.

D'autre part, il permet à Pékin d'accéder à des écosystèmes d'innovation globalisés, intégrés aux chaînes de valeur technologique occidentales, facilitant ainsi son insertion dans des secteurs à haute valeur ajoutée. Dans cette perspective, Israël apparaît comme un partenaire atypique dans la région, davantage connecté aux circuits de l'innovation mondiale qu'aux logiques extractives qui sous-tendent habituellement la présence chinoise au Moyen-Orient.

Sur le plan empirique, cette relation s'est traduite par une présence économique significative, bien que qualitativement différente de celle observée dans les États du Golfe. Selon les données l'*American Enterprise Institute* (AEI), le volume cumulé des investissements et des contrats de construction chinois en Israël s'élève à environ 15,64 milliards USD sur la période 2005-2025 - dont 12,73 milliards d'investissement direct étranger (IDE)²¹. Israël apparaît ainsi comme l'une des principales destinations des capitaux chinois au Moyen-Orient dans les secteurs à forte valeur ajoutée. Cette présence ne se limite toutefois pas aux investissements conventionnels, elle s'est

19. Voir HOLSLAG Jonathan, *The Silk Road Trap. How China's Trade Ambitions Challenge Europe*, Cambridge & Medford (MA,) Polity, 2019, vii-190 p.

20. BLAUGHER Daniel, GORDON Benton et DAGHER-MARGOSIAN Matthew, « [Made in China 2025: Evaluating China's Performance](#) », *U.S.-China Economic and Security Review Commission*, 14 novembre, 2025.

21. « [China Global Investment Tracker \(CGIT\)](#) », *American Enterprise Institute*, mis à jour en 2025.

également traduite par une implication croissante dans le capital-risque technologique. Entre 2015 et 2020, plus de 300 entreprises technologiques israéliennes ont ainsi bénéficié de financements chinois, illustrant une stratégie d'acquisition de connaissances et d'apprentissage technologique ciblé²².

Cette présence s'articule autour d'une double logique. D'un côté, des investissements dans les startups innovantes, notamment via des acteurs comme Alibaba, Baidu ou Fosun, dans des domaines tels que la vision artificielle, la mobilité intelligente ou la santé numérique²³. De l'autre, un engagement dans des infrastructures stratégiques dans le cadre de la BRI, illustré par l'exploitation du terminal du port de Haïfa par le *Shanghai International Port Group* pour une durée de 25 ans, ainsi que la participation de la *China Harbour Engineering Company* à la construction du port d'Ashdod²⁴. Ces projets témoignent de l'intérêt de Pékin pour des actifs logistiques critiques situés à l'interface des routes commerciales euro-méditerranéennes²⁵. Cette dynamique se prolonge en 2025, comme en témoigne la mise en service de la centrale hydroélectrique de pompage de Kokhav Hayarden, à laquelle a contribué l'entreprise chinoise *PowerChina*, révélant la poursuite d'une coopération sectorielle plus ciblée dans un contexte géopolitique contraint²⁶.

Au-delà de la dimension économique, la relation sino-israélienne s'est également développée à travers des interactions humaines croissantes. La coopération académique s'est intensifiée, comme en témoigne la création à Shantou (province de Canton) du *Guangdong*

22. FULTON Jonathan, « [China's Changing Role in the Middle East](#) », *Atlantic Council*, juin 2019.

23. EFRON Shira, SCHWINDT Karen et HASKEL Emily, *Chinese Investment in Israeli Technology and Infrastructure: Security Implications for Israel and the United States*, RAND Corporation, 2020, pp. 35-55.

24. BEN-DAVID Ricky, « [Israel inaugurates Chinese-run Haifa port terminal, in likely boost for economy](#) », *The Times of Israel*, 2 septembre 2021.

25. FULTON Jonathan, *China's Relations with the Gulf Monarchies*, London, Routledge, 2019.

26. ELMAS Dean Samuel, « [China still winning major Israeli infrastructure deals](#) », *The Jerusalem Post*, 17 novembre 2025.

Technion-Israel Institute of Technology (GTIIT) en décembre 2016²⁷, tandis que les flux touristiques chinois vers Israël ont connu une progression notable avant la pandémie²⁸. Ces dynamiques participent d'une forme de « *soft connectivity* » (ou « connectivité douce » en français), complémentaire aux infrastructures physiques de la BRI.

Toutefois, cette trajectoire d'expansion a connu un ralentissement notable au cours des dernières années, accentué en 2025. Si les années 2010 ont été marquées par une phase d'expansion rapide – qualifiée de « *mariage parfait* »²⁹ – des signes d'inflexion sont apparus sous l'effet combiné de contraintes géopolitiques et stratégiques. L'approfondissement des relations sino-israéliennes a suscité des préoccupations croissantes de la part des États-Unis, principal allié stratégique d'Israël. Washington a exercé des pressions sur Tel-Aviv afin de limiter l'accès des entreprises chinoises aux secteurs sensibles, notamment les technologies duales et les infrastructures critiques³⁰. Cette pression a conduit Israël à mettre en place, en 2019, un mécanisme de contrôle des investissements étrangers, visant à encadrer plus strictement la présence chinoise³¹. Cette tendance s'est accentuée dans le contexte de la rivalité sino-américaine, où les enjeux technologiques occupent une place centrale. Israël, en tant qu'acteur intégré dans l'architecture sécuritaire occidentale, se

27. Il s'agit de la seule université sino-étrangère spécialisée dans les sciences et les technologies. L'anglais est la langue d'enseignement. Il comprend trois facultés : la faculté d'ingénierie, la faculté des sciences et la faculté des sciences de la vie. Il accueille actuellement environ un millier d'étudiants avec pour objectif d'en accueillir à terme environ 5000. Selon le classement de Shanghai (classement des meilleures universités chinoises), cet Institut se classe 138^e au niveau national parmi plus de 1000 universités chinoises participantes et 7^e parmi les universités issues de partenariats sino-étrangers. Plus de 80 % de ses diplômés poursuivent leurs études et plus de 90 % d'entre eux sont admis dans les 100 meilleures universités du monde. Voir le site internet du *Guangdong Technion-Israel Institute of Technology* (GTIIT).

28. « [China's tourism market has huge potential for Israel over long term - minister](#) », *Global Times*, 19 février 2020.

29. BODEEN Christopher, « [Israel to Build New Port Terminal with Chinese Company](#) », *The Associated Press*, 20 mars 2017.

30. EFRON Shira, SCHWINDT Karen et HASKEL Emily, « *Chinese Investment in Israeli Technology and Infrastructure* », *loc. cit.*, pp. 71-82.

31. ORION Assaf, « [Challenges to Israel's Policy on China](#) », dans ORION Assaf et LAVI Galia (dirs.), *Israel-China Relations: Opportunities and Risks*, Institute for National Security Studies (INSS) Memorandum No. 194, Tel-Aviv, 2019, p. 121.

trouve ainsi contraint d'arbitrer entre ses intérêts économiques et ses engagements stratégiques. Cette situation limite la profondeur potentielle de la coopération avec la Chine et introduit une dimension politique croissante dans une relation initialement dominée par des considérations économiques.

Par ailleurs, les évolutions récentes du contexte régional ont contribué à fragiliser la perception de la Chine au sein de la société israélienne. Depuis les événements du 7 octobre 2023 et la guerre à Gaza, les prises de position critiques de Pékin à l'égard d'Israël se sont multipliées – la Chine a condamné les actions d'Israël à Gaza, les qualifiant de violations du droit international³². Elle a aussi dénoncé à plusieurs reprises des frappes menées par Israël contre des cibles au Yémen, en Syrie, au Qatar, au Liban et en Iran, qu'elle a présentées comme des actes d'agression déstabilisateurs³³. Ces prises de position ont entraîné une dégradation significative de son image en Israël. Selon un sondage réalisé par l'*Institute for National Security Studies* (INSS) en avril 2024, 54 % des Israéliens considèrent désormais la Chine comme un pays inamical ou hostile, contre seulement 15 % qui la perçoivent comme un partenaire ou un allié, tandis que 31 % restent indécis³⁴. En parallèle, le Premier ministre Benjamin Netanyahu a durci le ton à l'égard de Pékin. En septembre 2025, il avait, par exemple, imputé aux étrangers l'isolement croissant d'Israël, le qualifiant de « *siège organisé par quelques États* » aux premiers rangs desquels la Chine et le Qatar³⁵. Cette évolution traduit une politisation croissante de la relation bilatérale et renforce les contraintes pesant sur son développement futur.

32. « [Remarks on the Palestinian-Israeli Issue by Ambassador Geng Shuang at the UN Security Council Briefing](#) », Permanent Mission of The People's Republic of China to the UN, 27 août 2025.

33. CAFIERO Giorgio, « [Is Israel Undermining its Ties with China ?](#) », *Afkar*, 22 octobre 2025.

34. BEN TZUR Roy, EILAM Shazar et DEITCH Mora, « [What does the Israeli public think about Israel-China relations ?](#) », *Institute for Security Studies (INSS)*, 2 mai 2024.

35. BORGER Julian, « [Netanyahu's "super-Sparta" vision braces Israel for isolated economic future](#) », *The Guardian*, 16 septembre 2025.

2.2. L'Iran : pivot énergétique et partenaire d'opportunité stratégique

À l'inverse, la relation sino-iranienne, bien qu'elle soit loin d'être dénuée de dimensions et d'objectifs géopolitiques, s'inscrit principalement dans une logique énergétique et géoéconomique, fortement conditionnée par le régime de sanctions internationales imposées à Téhéran³⁶. Dans l'architecture théorique de la BRI, l'Iran est présenté comme un pivot stratégique de premier ordre. Sa position géographique, au carrefour de l'Asie centrale, du Caucase, de l'Asie du Sud, du Moyen-Orient et de l'océan Indien, ainsi que l'étendue de ses interfaces terrestres et maritimes, en font un espace de transit naturel susceptible de structurer les flux commerciaux et logistiques à l'échelle eurasiatique. À ce titre, l'Iran peut être envisagé comme un « *pont* » géoéconomique potentiel, au cœur des corridors de connectivité régionale promus notamment par la Chine.

Cependant, cette centralité théorique se heurte à une réalité politique beaucoup moins favorable. Les sanctions internationales, imposées dans le cadre de la crise du nucléaire iranien, et renforcées par Washington après son retrait du *Joint Comprehensive Plan of Action* (JCPOA) en 2018, ont considérablement limité l'intégration de l'Iran dans les dynamiques opérationnelles de la BRI. Dans ce contexte, la Chine a adopté une posture ambivalente, combinant maintien des flux commerciaux essentiels et prudence stratégique.

36. Voir KELLNER Thierry, « [La Chine et l'Iran : une alliance en formation ?](#) », *Confluences Méditerranée*, n°113, 2020/2, pp. 151-165.

Encadré 3 : Le *Joint Comprehensive Plan of Action* (JCPOA)

Le *Joint Comprehensive Plan of Action* (JCPOA), conclu le 14 juillet 2015 entre l'Iran, les cinq membres permanents du CSNU, plus l'Allemagne et l'Union européenne, constitue l'un des accords de non-prolifération les plus importants de l'après-Guerre froide. En échange de limitations substantielles de son programme nucléaire et d'un régime renforcé d'inspections de l'Agence Internationale de l'Énergie Atomique (AIEA), l'Iran obtenait une levée progressive des sanctions économiques et financières internationales qui pesaient sur son économie.

Pour la Chine, le JCPOA ouvrait la possibilité d'une intégration accrue de l'Iran aux circuits économiques régionaux et internationaux. La levée des sanctions devait favoriser le développement des échanges commerciaux, des investissements et des infrastructures de transport dans un espace considéré par Pékin comme un maillon essentiel des corridors eurasiens de la BRI. L'Iran apparaissait ainsi comme un acteur susceptible de renforcer la connectivité entre l'Asie orientale, l'Asie centrale, le Moyen-Orient et l'Europe.

Le JCPOA a constitué l'un des principaux instruments de stabilisation des relations entre l'Iran et les puissances occidentales durant la seconde moitié des années 2010. Toutefois, en mai 2018, l'administration du président Trump a décidé de retirer unilatéralement les États-Unis de l'accord et de rétablir des sanctions économiques d'une ampleur considérable contre l'Iran dans le cadre de la politique dite de « *pression maximale* »³⁷. Cette décision a profondément affecté l'économie iranienne et réduit l'attractivité du pays pour les investisseurs étrangers, y compris chinois. Elle a également contribué à freiner l'intégration de l'Iran dans plusieurs projets associés à la BRI, malgré l'importance géostratégique que Pékin continue d'accorder au pays.

37. « [President Donald J. Trump is Ending United States Participation in an Unacceptable Iran Deal](#) », *The White House*, 8 mai 2018.

L'énergie constitue un pilier fondamental de cette relation. En 2025, la Chine a absorbé environ 90 % des exportations pétrolières iraniennes³⁸, avec des volumes estimés à 1,38 million de barils par jour (b/j)³⁹. Cette dépendance contraste avec la place relativement limitée qu'occupe l'Iran dans l'approvisionnement pétrolier global de Pékin. Cette asymétrie constitue l'un des traits les plus significatifs de la relation bilatérale : alors que la Chine représente un partenaire vital pour l'économie iranienne, l'Iran demeure un fournisseur parmi d'autres dans la stratégie globale de diversification énergétique de la Chine. Comme l'observe Jean-Loup Samaan, cette dernière est devenue un partenaire indispensable pour l'économie iranienne sans que l'inverse soit vrai⁴⁰. Cette dissymétrie se retrouve dans les échanges commerciaux : en 2025, ceux-ci atteignaient environ 9,96 milliards USD, un montant nettement inférieur à celui observé avec plusieurs autres économies de la région⁴¹.

Cette divergence entre discours stratégique et engagement économique réel révèle une logique de gestion du risque. Les grandes entreprises chinoises se sont montrées très prudentes en termes d'investissements malgré des effets d'annonce médiatisés. Ainsi, la *CNPC* et *Sinopec* se sont-elles retirées des champs pétroliers de Yadavaran et Azadegan et du projet gazier de Pars Sud, tandis que des acteurs technologiques tels que *Huawei* ou *Lenovo* ont réduit leur présence. L'engagement chinois s'est recentré sur des projets à faible exposition financière, notamment dans le secteur de la construction, permettant de maintenir une présence sans assumer de risques excessifs⁴². Depuis 2005, les entreprises chinoises ont ainsi participé à des projets de construction cumulant

38. « [China-Iran Fact Sheet: A Short Primer on the Relationship](#) », *U.S.-China Economic and Security Review Commission*, 16 mars 2026.

39. DOWNS Erica, « [Implications of the Conflict in the Middle East for China's Energy Security](#) », *Center on Global Energy Policy*, Columbia University SIPA, 4 mars 2026.

40. SAMAN Jean-Loup, « [L'Iran, grand gagnant de la politique chinoise au Moyen-Orient ?](#) », *Briefing de l'IFRI*, 6 juin 2023.

41. « [What the Mideast War Means for China's Ties with Iran](#) », *Arab News*, 31 mars 2026.

42. ZARE Kambiz, « [La Chine au Moyen-Orient : enjeux géoéconomiques dans une région sous haute tension, de Téhéran à Tel-Aviv](#) », *The Conversation*, 14 juillet 2025.

environ 20,3 milliards USD, couvrant principalement les secteurs des transports, de l'énergie et des infrastructures industrielles⁴³. Parmi ces constructions figurent l'autoroute nord de Téhéran par *China Communications Construction Company*, le développement de la ligne ferroviaire Téhéran-Hamedan-Sanandaj par *Sinomach*, ou encore la participation de *China Railway Engineering Corporation* au projet de ligne à grande vitesse Qom-Ispahan⁴⁴. Des entreprises chinoises ont également contribué à l'électrification de la ligne Téhéran-Mashhad et à l'extension du réseau ferroviaire vers l'ouest, en direction de Shiraz et Bushehr⁴⁵. Au-delà des infrastructures de transport, la présence chinoise s'étend à des projets industriels. De grandes entreprises publiques chinoises, comme la *China Metallurgical Group Corporation* (MCC) et le *China Nonferrous Metal Mining Group*, ont géré des contrats à grande échelle dans les secteurs de l'acier et de la métallurgie avec des projets tels que l'aciérie de Butia (*Butia Iranian Steel Company*) à Kerman. Pékin a fourni dans ce cas une assistance financière et des technologies via des contrats d'ingénierie⁴⁶. D'autres installations liées à l'aluminium ou aux ferroallages ont également bénéficié d'un soutien important de la part d'entreprises chinoises d'ingénierie et d'équipement. *Sinosteel* a par ailleurs mis en place une usine de granulation pour la *Zarand Iranian Steel Company*⁴⁷.

Malgré cette pluralité sectorielle apparente, la coopération sino-iranienne demeure nettement moins développée que celle observée avec les États du Golfe, tant en termes de volume que de diversification. Les données les plus récentes confirment ce décalage : les investissements chinois cumulés en Iran entre 2005 et 2025 restent limités. Ils tournent autour de 4,72 milliards USD,

43. « [China Global Investment Tracker](#) », *American Enterprise Institute*, s.d.

44. « [China's Sinomach to build \\$845 million railway in western Iran](#) », *Reuters*, 21 mars 2018.

45. BARROW Keith, « [China finances Tehran - Mashhad electrification](#) », *International Railway Journal*, 25 juillet 2017.

46. « [Chinese Government pledges loan for Butia Pelletizing and Steel Making Project](#) », *AID-DATA*, s.d.

47. « [Sinosteel Presents Pelletizing Tech in Tehran](#) », *Hesab Pardazan Moaser Mandegar*, 25 octobre 2017.

un niveau marginal comparé aux flux dirigés vers les économies du Golfe. Pékin a en effet investi de l'ordre de 44,85 milliards USD dans les États de la région - l'Arabie saoudite, l'Irak et les Émirats arabes unis constituant les principaux récipiendaires de ses IDE⁴⁸. Ce décalage entre potentiel stratégique et engagement économique réel est également visible dans la mise en œuvre de l'accord de coopération globale d'une durée de 25 ans et d'une valeur annoncée de 400 milliards USD, signé en 2021⁴⁹. Ce dernier prévoyait une coopération étendue dans des domaines variés, incluant le pétrole, le gaz, les infrastructures, les ports ou le tourisme. Toutefois, ses retombées concrètes restent limitées. Depuis 2021, les investissements chinois effectifs en Iran demeurent très modestes. Selon les autorités iraniennes, seuls environ 185 millions USD⁵⁰ ont été investis dans des projets, principalement de petite et moyenne taille, ce qui contraste fortement avec les ambitions initialement affichées. Cette prudence confirme que la relation sino-iranienne ne saurait être assimilée à une alliance stratégique au sens classique du terme. Malgré la proximité diplomatique affichée par les deux pays, Pékin continue d'évaluer ses engagements à l'aune de considérations économiques et de gestion du risque, privilégiant une approche pragmatique plutôt qu'un alignement politique approfondi.

Cela ne l'empêche cependant pas de se rendre en parallèle très utile à Téhéran en l'aidant à contourner les sanctions économiques internationales mais aussi en lui fournissant des produits essentiels pour sa défense - et partant, pour la survie du régime dans le contexte actuel. Des entreprises chinoises ont en effet expédié des milliers de tonnes de produits chimiques, dont du perchlorate de sodium, nécessaires à la production de propergol pour les missiles

48. Calculs des auteurs d'après les chiffres du « China Global Investment Tracker », American Enterprise Institute, *loc. cit.*

49. ABBAS Hussain, « [China-Iran Comprehensive Strategic Partnership](#) », *Central European Journal of Management*, vol. 31, n°2, avril 2023, pp. 388-395.

50. CHIVVIS Christopher S. et KEATING Jack, « [Cooperation Between China, Iran, North Korea, and Russia: Current and Potential Future Threats to America](#) », *Carnegie Endowment for International Peace*, 8 octobre 2024.

ballistiques iraniens⁵¹, les meilleurs outils de riposte et de dissuasion dont dispose actuellement Téhéran. Un type de coopération qui s'est poursuivie dans le contexte du conflit débuté en février 2026⁵². Selon une enquête du *Financial Times*, un satellite (*TEE-01B*), construit et lancé par la société chinoise *Earth Eye Co*, a également été acquis par la Force aérospatiale du Corps des gardiens fin 2024 après avoir été lancé dans l'espace depuis la Chine⁵³. Les Gardiens ont obtenu l'accès à des stations terrestres commerciales exploitées par *Emposat*, un fournisseur de services de contrôle et de données par satellite basé à Pékin. Son réseau s'étend à travers l'Asie, l'Amérique latine et d'autres régions. Dans le cadre du conflit actuel, ces facilités permettent à Téhéran de cibler avec bien davantage de précision des objectifs situés dans le Golfe persique et ailleurs, notamment les bases américaines, augmentant ainsi sa capacité de dissuasion et de nuisance. Ce type d'assistance est évidemment calibré par Pékin pour conserver un haut niveau de déni plausible et éviter une confrontation directe avec Washington.

Ainsi, la relation sino-iranienne apparaît comme une interdépendance contrainte et asymétrique : substantielle, voire vitale pour l'Iran sur le plan économique et énergétique - voire même, jusqu'à un certain point, militaire - mais marginale dans la structuration globale des investissements chinois. Elle témoigne d'une approche pragmatique, dans laquelle Pékin privilégie la sécurisation des ressources à faible coût politique, tout en évitant un engagement trop visible dans un environnement instable.

51. HOSSEINI Mehdi, « [Le régime iranien a importé 2000 tonnes de propergol solide de Chine](#) », *Iran Focus*, 30 octobre 2025.

52. YAN Sophia Yan, « [China fuelling Iran's ballistic missiles](#) », *The Telegraph*, 3 avril 2026.

53. « [Iran used Chinese spy satellite to target US bases](#) », *The Financial Times*, 14 avril 2026.

2.3. Une triangulation économique différenciée : complémentarité fonctionnelle et contraintes croisées

L'analyse conjointe des relations sino-israélienne et sino-iranienne met en évidence une structuration triangulaire qui ne relève ni d'un équilibre symétrique ni d'une stratégie d'équidistance, mais d'une hiérarchisation fonctionnelle des partenaires, inscrite dans une logique pragmatique de gestion du risque. Cette configuration renvoie à ce que Jonathan Fulton décrit comme une forme d'engagement différencié, dans laquelle la Chine adapte la profondeur de ses relations en fonction de la stabilité politique, de la rentabilité économique et du niveau d'exposition géopolitique⁵⁴. Dans cette perspective, la triangulation chinoise ne consiste pas à maintenir un équilibre strict entre partenaires antagonistes, mais à organiser une complémentarité asymétrique, dans laquelle chaque relation répond à une fonction spécifique au sein de la stratégie globale de Pékin. Israël et l'Iran ne sont ainsi ni interchangeables ni équivalents : ils occupent des positions distinctes dans une architecture fondée sur la diversification des ressources et la segmentation des risques. Dans d'autres termes, la logique triangulaire ne repose donc pas sur une recherche d'équilibre entre deux partenaires comparables, mais sur la coexistence de fonctions stratégiques distinctes au sein d'un même système relationnel.

La relation sino-israélienne répond à une approche d'accumulation qualitative de puissance, visant à renforcer les capacités d'innovation chinoises et à faciliter son insertion dans les chaînes de valeurs technologiques. À l'inverse, l'Iran constitue un pôle énergétique à faible coût relatif, dont l'importance réside moins dans son poids économique global que dans sa capacité à fournir des ressources stratégiques dans des conditions avantageuses, notamment en raison des contraintes imposées par les sanctions

54. FULTON Jonathan, « *China's Relations with the Gulf Monarchies* », *op. cit.*

internationales. Cette différenciation fonctionnelle s'accompagne d'une hiérarchisation implicite. Comme le souligne Fulton, la Chine privilégie systématiquement les environnements stables, ouverts aux investissements et intégrés aux marchés internationaux, tout en adoptant une posture plus prudente dans les contextes à forte incertitude politique⁵⁵. Cette logique est clairement observable dans le contraste entre les niveaux d'investissement en Israël et en Iran – Pékin a investi 2,7 fois plus en Israël qu'en Iran. En outre, alors que le premier bénéficie d'une intégration profonde dans les circuits du capital et de l'innovation, le second reste cantonné à des formes d'engagement limitées, souvent indirectes et à faible visibilité.

Dans cette optique, la triangulation apparaît moins comme une stratégie d'équilibrage que comme une stratégie de segmentation, dans laquelle la Chine distribue ses engagements en fonction des opportunités et des contraintes propres à chaque partenaire. Cette approche rejoint la logique de *hedging*, mais s'en distingue par son ancrage matériel particulièrement marqué : il ne s'agit pas seulement de gérer des relations politiques concurrentes, mais d'organiser une interdépendance différenciée à partir de fonctions économiques distinctes⁵⁶. Cependant, cette configuration repose sur une condition structurelle implicite : la non-transformation des rivalités en confrontation directe.

Dans ce contexte, les interdépendances qui structuraient initialement la stratégie chinoise tendent à produire des effets inverses. L'intégration simultanée dans deux systèmes antagonistes expose Pékin à des contraintes croisées, dans lesquelles toute évolution du conflit affecte directement ses intérêts économiques et diplomatiques. Ce phénomène correspond à une dynamique de triangulation contrainte, dans laquelle la diversification, initialement conçue comme une source de flexibilité, devient un facteur de rigidité stratégique. Ainsi, la triangulation Chine-Iran-Israël révèle un paradoxe central de l'insertion régionale chinoise.

55. FULTON Jonathan, « *China's Changing Role in the Middle East* », *loc. cit.*

56. GOH Evelyn Goh, « *Meeting the China Challenge* », *loc. cit.*

Les mécanismes qui ont longtemps constitué une source de flexibilité stratégique - diversification des partenaires, segmentation fonctionnelle et refus des alignements exclusifs - deviennent progressivement des facteurs de contrainte lorsque l'environnement régional se militarise. La guerre de 2025-2026 met ainsi en évidence la transition d'une triangulation d'opportunité vers une triangulation sous contrainte, dans laquelle la multiplication des interdépendances tend moins à accroître la liberté d'action qu'à exposer Pékin aux effets des rivalités qu'elle cherchait précisément à contourner.

3. —

La posture chinoise face à la guerre Iran–Israël (2025–2026) : entre cohérence doctrinale, « *neutralité* » stratégique officielle et contrainte systémique

L'intensification de la guerre entre l'Iran et Israël à partir de juin 2025 constitue un test empirique particulièrement révélateur de la stratégie chinoise dans un environnement de haute conflictualité. Confrontée à une guerre ouverte entre deux partenaires aux fonctions différenciées dans son architecture stratégique, la Chine a adopté une posture caractérisée par une combinaison de « *neutralité* » active, de diplomatie déclaratoire et de non-engagement sécuritaire direct, traduisant une volonté d'essayer de préserver l'équilibre triangulaire tout en minimisant les coûts politiques et stratégiques associés au conflit.

Face à cette séquence, la posture chinoise s'inscrit dans la continuité d'une doctrine de politique étrangère relativement stable, structurée autour des « *cinq principes de coexistence pacifique* », qui constitue officiellement le socle normatif de son engagement au Moyen-Orient comme ailleurs dans la période post-Tiananmen⁵⁷. Ce cadre

57. Sur ce socle général officiel de sa politique étrangère, voir notamment : CABESTAN Jean-

a permis à Pékin de développer une posture de neutralité fondée sur le maintien des relations simultanées avec des acteurs antagonistes, sans être perçue comme une puissance partisane. Dans un environnement régional marqué par des rivalités persistantes, cette posture a contribué à renforcer l'acceptabilité politique de la Chine, en projetant l'image d'un acteur capable de dialoguer avec l'ensemble des parties.

Encadré 4 : Les cinq principes de coexistence pacifique

Formulés pour la première fois en 1954 dans le cadre des négociations sino-indiennes sur le Tibet et progressivement intégrés à la doctrine diplomatique de la République populaire de Chine, les « *cinq principes de coexistence pacifique* » constituent l'un des fondements normatifs les plus durables de la politique étrangère chinoise. Énoncés conjointement par Zhou Enlai et Jawaharlal Nehru⁵⁸, ils reposent sur : (1) le respect mutuel de la souveraineté et de l'intégrité territoriale ; (2) la non-agression mutuelle ; (3) la non-ingérence dans les affaires intérieures ; (4) l'égalité et les bénéfices mutuels ; et (5) la coexistence pacifique.

À partir des années 1990, ces principes ont été réanimés par Pékin afin d'accompagner son insertion dans l'économie mondiale et de promouvoir une image de puissance responsable, distincte des modèles interventionnistes occidentaux tout en adoptant une vision des relations internationales fondée sur la souveraineté étatique et le pluralisme⁵⁹. Au Moyen-Orient, ce référentiel normatif s'est révélé particulièrement adapté à un environnement caractérisé par des rivalités géopolitiques, confessionnelles et idéologiques persistantes. La priorité officiellement accordée à la souveraineté et à la non-ingérence a permis à la Chine de développer simultanément des relations avec des acteurs aux orientations souvent antagonistes,

Pierre, *La politique internationale de la Chine : entre intégration et volonté de puissance*, 3e éd., Paris, Presses de Sciences Po, 2022, p. 77 et ss.

58. « [Five Principles of Peaceful Coexistence](#) », *Model Diplomat*, mise à jour le 23 mai 2026.

59. BRESLIN Shaun, « [China and the Global Order: Signalling Threat or Friendship ?](#) », *International Affairs*, vol. 89, n°3, 2013, pp. 631-632.

tels que l'Arabie saoudite et l'Iran, Israël et les Palestiniens, ou encore les différentes monarchies du Golfe. Cette approche a contribué à renforcer l'acceptabilité politique de Pékin dans la région en limitant les coûts diplomatiques associés à des alignements explicites et en projetant l'image d'un partenaire respectueux des choix souverains des États. Pour Pékin, ces principes ont ainsi servi à faciliter son accès aux marchés, aux ressources énergétiques et aux opportunités d'investissement dans la région.

Cette doctrine a longtemps offert à Pékin un avantage comparatif dans la région. En évitant les logiques d'alliance et les engagements sécuritaires directs, il a pu développer une présence économique étendue tout en limitant les coûts politiques associés aux rivalités régionales. Toutefois, la guerre Iran-Israël/États-Unis révèle que cette stratégie est plus efficace dans des contextes de rivalité contenue que dans des situations de confrontation militaire ouverte. Là où, dans les crises précédentes, la Chine a pu maintenir une distance diplomatique tout en capitalisant sur son rôle d'acteur économique, la confrontation directe entre l'Iran et Israël a considérablement réduit les marges de manœuvre associées à sa « *neutralité* » stratégique.

Dans ce contexte, la posture chinoise s'est traduite, sur le plan diplomatique, par une volonté constante d'éviter toute prise de position susceptible de l'associer explicitement à l'un des deux pôles du conflit. Cette logique est particulièrement visible dans le comportement de Pékin au CSNU lors de l'adoption de la résolution 2817 en mars 2026. L'abstention de la Chine - aux côtés de la Russie - est présentée par Pékin comme une position équilibrée⁶⁰. Néanmoins, dans le cadre du système international, elle ne constitue pas une neutralité au sens strict, mais bien une forme de prise de position implicite. En refusant de soutenir un texte condamnant explicitement les actions iraniennes, la Chine contribue

60. « [Le Conseil de sécurité "condamne" les attaques contre les États du Golfe et la Jordanie mais rejette un texte russe jugé trop général](#) », Nations Unies, Communiqué de presse, CS/16315, 11 mars 2026.

à en atténuer la portée normative, tout en signalant son refus de s'inscrire dans une logique de condamnation unilatérale. Cette posture ne peut être comprise indépendamment des contraintes matérielles qui pèsent sur la Chine, en particulier celles liées à la sécurité énergétique. Le détroit d'Ormuz, par lequel transite environ 20 % du pétrole mondial et dont plus de 75 % des flux sont destinés à l'Asie⁶¹, constitue un point névralgique pour l'économie chinoise.

Dès lors, la position chinoise à l'ONU ne relève pas uniquement d'un calcul diplomatique, mais s'inscrit dans une rationalité plus large visant à préserver la stabilité des flux énergétiques. Pékin n'a aucun intérêt à soutenir une dynamique d'escalade susceptible de déstabiliser le détroit d'Ormuz, ni à encourager une confrontation prolongée entre l'Iran et Israël. De manière plus fondamentale, la Chine n'a aucun intérêt non plus à voir émerger un Iran nucléarisé ou à favoriser un embrasement régional incontrôlé, dans la mesure où un conflit généralisé mettrait en danger ses approvisionnements énergétiques, ses investissements régionaux et la sécurité de ses routes commerciales. Mais dans le même temps, elle semble avoir intérêt à la survie du régime iranien. Ce dernier constitue en effet un irritant pour la puissance américaine et l'oblige à se focaliser sur le Moyen-Orient. Washington doit détourner de l'attention, des ressources et des capacités vers cette région au détriment du théâtre asiatique qui reste la direction stratégique principale de Pékin. Ce facteur explique sans doute les fournitures discrètes de produits à double usage à destination de Téhéran que nous avons signalées. Quoi qu'il en soit, les autorités chinoises ont défendu leur position en insistant sur la nécessité d'aborder le conflit dans une perspective plus large, intégrant les facteurs politiques et sécuritaires ayant contribué à cette détérioration⁶². Cette argumentation reflète une constante de la diplomatie chinoise, qui tend à privilégier une interprétation globale des crises plutôt qu'une approche centrée sur l'identification d'un responsable unique.

61. « [World oil transit chokepoints](#) », U.S. Energy Information Administration (EIA), mise à jour le 3 mars 2026.

62. LEE Gim Siong, « China's unusual abstention », *loc. cit.*

Parallèlement à cette prudence institutionnelle, la Chine a développé une intense diplomatie déclaratoire. Les prises de position officielles, notamment celles de Wang Yi, le ministre des Affaires étrangères, et de Xi Jinping, durant la guerre de 2025, ont systématiquement mis l'accent sur la nécessité d'un cessez-le-feu, du respect de la souveraineté des États et du recours au dialogue comme mode privilégié de résolution des conflits⁶³. Cette diplomatie déclaratoire s'inscrit dans la continuité des principes traditionnels de la politique étrangère chinoise, mais elle revêt également une dimension stratégique : elle permet à Pékin de se positionner comme un acteur responsable et stabilisateur, sans pour autant s'engager dans la gestion concrète du conflit. Elle s'est accompagnée de contacts avec plusieurs acteurs régionaux (voir infra) dans une logique de maintien de canaux de communication. Toutefois, elle n'a débouché sur aucun mécanisme structuré de médiation ni sur aucune initiative susceptible d'influencer directement les dynamiques du conflit. Elle correspond ainsi à une forme de « médiation sans engagement », qui protège certes son image, mais dans laquelle la capacité de dialogue ne s'accompagne ni de leviers de contrainte ni d'une réelle volonté d'assumer les coûts politiques d'une implication plus active.

Cette dynamique peut être approfondie à travers le concept de synchronisation stratégique, introduit en amont comme clé de lecture théorique mais dont les effets apparaissent particulièrement visibles dans ce contexte de conflit. Dans une configuration triangulaire, les interactions entre deux acteurs produisent des ajustements immédiats chez le troisième. Dans le cas de la guerre Iran-Israël/États-Unis, les phases d'escalade militaire, les frappes ciblées et les logiques de représailles ne se limitent pas à des effets bilatéraux, mais génèrent des contraintes directes sur la posture chinoise. Ainsi, à la suite des frappes israéliennes contre des installations iraniennes en juin 2025 et des représailles menées par Téhéran, Pékin a rapidement intensifié son activité

63. « Wang Yi Has a Phone Call [with Iranian Foreign Minister Seyed Abbas Araghchi](#) », *Ministry for Foreign Affairs of the People's Republic of China*, 14 juin 2025. Voir aussi : WANG Ethan, « [Xi says China "deeply worried" about Israel-Iran conflict, urges de-escalation](#) », *Reuters*, 17 juin 2025.

diplomatique. Wang Yi s'est entretenu successivement avec ses homologues iranien, israélien, égyptien et omanais afin d'appeler à la désescalade et de préserver des canaux de communication avec les différentes parties⁶⁴. Dans le même temps, les autorités chinoises ont exprimé leurs préoccupations quant aux risques que le conflit faisait peser sur la sécurité des voies maritimes et sur la stabilité du Moyen-Orient⁶⁵. Chaque intensification du conflit entre Téhéran et Tel-Aviv a entraîné un recalibrage quasi simultané de la position de Pékin, qu'il s'agisse de ses prises de position diplomatiques, de la gestion de ses flux énergétiques ou de ses arbitrages économiques. La synchronisation ne renvoie donc pas ici à une coordination volontaire, mais à un mécanisme systémique d'ajustement, dans lequel la Chine est dépendante du rythme et de l'intensité des interactions entre les deux pôles antagonistes. Dans ce cadre, la stratégie chinoise apparaît fondamentalement réactive : elle ne façonne pas les dynamiques du triangle, mais s'y adapte en continu. La guerre de 2025-2026 transforme ainsi la triangulation en un système hautement synchronisé, dans lequel l'autonomie stratégique de la Chine se trouve mécaniquement réduite par l'intensité des interactions entre ses partenaires.

Dans le même temps, la Chine a maintenu une posture de non-engagement sécuritaire direct strict. Contrairement aux États-Unis, elle n'a ni mobilisé de capacités militaires ni cherché à jouer un rôle dans la gestion opérationnelle de la crise. Ce refus de l'engagement sécuritaire direct constitue une constante stratégique, fondée sur la primauté des instruments économiques et diplomatiques et sur l'externalisation de la production de sécurité. Les relations sécuritaires chinoises dans la région demeurent limitées à des transferts d'armements, des exercices militaires ponctuels et

64. « [Wang Yi Has a Phone Call with Iranian Foreign Minister Seyed Abbas Araghchi](#) », *loc. cit.* ; « [Wang Yi Has a Phone Call with Israeli Foreign Minister Gideon Sa'ar](#) », *Ministry for Foreign Affairs of the People's Republic of China*, 14 juin 2025 ; « [Chinese FM holds phone talks with Egyptian counterpart](#) », *The State Council the People's Republic of China*, 19 juin 2025 ; « [Wang Yi Has a Phone Call with Omani Foreign Minister Sayyid Badr bin Hamad bin Hamood Albusaidi](#) », *Permanent Mission of the People's Republic of China to the UN*, 18 juin 2025.

65. « [China calls for genuine ceasefire, de-escalation in Middle East: FM](#) », *The State Council the People's Republic of China*, 25 juin 2025.

des coopérations techniques ciblées. Les données du *Stockholm International Peace Research Institute* (SIPRI) montrent que la Chine ne comptait que pour 5,6 % des exportations mondiales d'armements sur la période 2021-2025, contre une part nettement supérieure pour les États-Unis, qui demeurent l'acteur central du commerce international des armes. Cette prééminence américaine est particulièrement marquée au Moyen-Orient, région qui a absorbé 54 % des exportations d'armements américaines durant cette période⁶⁶. Bien que la Chine a renforcé ses capacités dans plusieurs domaines de l'industrie de défense, elle peine encore à concurrencer les fournisseurs occidentaux sur les segments militaires les plus sophistiqués, ce qui limite son influence dans les marchés de défense les plus stratégiques⁶⁷. Le positionnement de la Chine reste concentré sur des niches spécifiques du marché de la défense, notamment les drones armés et certains systèmes de défense. Si ces exportations lui permettent d'accroître sa présence dans les industries militaires régionales, elles ne s'inscrivent pas dans une politique plus large de garantie de sécurité ou de projection de puissance comparable à celle des États-Unis. Pékin apparaît ainsi davantage comme un fournisseur d'équipements militaires que comme un acteur chargé de la sécurité régionale.

Parallèlement, les exercices conjoints et coopérations militaires - y compris avec l'Iran et la Russie dans le cadre des exercices *Maritime Security Belt*, le dernier en date en février 2026 juste avant le déclenchement du conflit actuel⁶⁸ - relèvent davantage d'une logique de visibilité que d'un engagement stratégique profond. La Chine ne dispose ni d'alliances militaires, ni de dispositifs permanents de projection de puissance comparables aux puissances occidentales, sa base de Djibouti constituant une

66. GEORGE Mathew *et al.*, « [Trends in International Arms Transfer, 2025](#) », *SIPRI*, mars 2025.

67. YU Miles, « [How US Military Dominance Unravels China's War Machine](#) », *Hudson*, 30 mars 2026.

68. « [China, Iran and Russia hold joint naval drills](#) », *Al Jazeera*, 12 mars 2024. Voir aussi : « [Russia, China, Iran Launch 'Maritime Security Belt 2026' Naval Drills in Strait of Hormuz as US Deploys Dual Carrier Strike Groups](#) », *Defense Security Asia*, 17 février 2026.

installation logistique encore limitée⁶⁹. Cette configuration traduit un choix clair : bénéficier d'un environnement sécuritaire - dont elle n'est ni l'architecte principal ni le garant - sans en assumer les coûts structurels. Dans ce contexte, l'action la plus tangible de la Chine a été d'ordre consulaire, avec l'évacuation de plus de 1600 ressortissants chinois d'Iran et de plusieurs centaines depuis Israël⁷⁰. Si cette opération témoigne d'une capacité logistique réelle, elle met également en évidence une limite fondamentale : la Chine est capable de gérer les effets du conflit sur ses intérêts, mais non d'en influencer la trajectoire.

À ces limites institutionnelles s'ajoutent des freins capacitaires. L'expérience opérationnelle de la Chine dans des environnements de guerre régionale demeure limitée, en particulier en comparaison avec les puissances occidentales, dont les engagements militaires au Moyen-Orient s'étendent sur plusieurs décennies. Par ailleurs, malgré une modernisation rapide de l'Armée Populaire de Libération (APL)⁷¹, la crédibilité et l'efficacité de ses capacités dans des contextes de projection lointaine n'ont pas été testées. Elles sont d'autant plus incertaines aujourd'hui que la Chine a mené depuis plusieurs années, avec une accélération en 2025-2026, une importante purge de son commandement militaire. Cette dernière a affecté environ 52 % des titulaires des postes principaux au sein de la direction de l'APL selon Taylor Fravel⁷². Les forces armées chinoises n'avaient pas connu de purges au sommet de cette ampleur depuis 1971. Elles soulèvent pour le moins de nombreuses questions sur l'état de préparation, les capacités opérationnelles et la capacité de décision de l'APL à court terme.

69. CASTEBAN Jean-Pierre, « [China's Military Base in Djibouti: A Microcosm of China's Growing Competition with the United States and New Bipolarity](#) », *Journal of Contemporary China*, vol. 29, n°125, 2020, pp. 731-747.

70. « [China evacuates 1,600 from Iran and hundreds from Israel, warns of border congestion](#) », *Reuters*, 19 juin 2025.

71. WUTHOW Joel et SAUNDERS Phillip C., *China's Quest for Military Supremacy*, Cambridge, UK, Polity Press, 2025, 256 p.

72. LIN Bonny *et al.*, « [Assessing Xi's Unprecedented Purges of China's Military: Key Developments and Potential Implications](#) », *Center for Strategic and International Studies (CSIS)*, 24 février 2026, p. 4.

L'ensemble de ces éléments met en évidence une posture d'équilibrage triangulaire sous contrainte. Les mécanismes qui ont longtemps permis à la Chine de maximiser ses bénéfices régionaux – diversification des partenariats, « *neutralité* » stratégique officielle et non-engagement sécuritaire direct – produisent désormais des effets plus ambivalents. L'intensification du conflit réduit les marges de manœuvre associées à la gestion simultanée de relations antagonistes et expose davantage Pékin aux conséquences des rivalités régionales. Si la triangulation et le *hedging* confèrent à la Chine une flexibilité stratégique indéniable, la guerre Iran-Israël/États-Unis en révèle les limites. Premièrement, l'intensification des tensions réduit les marges de manœuvre associées à la gestion simultanée de relations antagonistes : dans un contexte de confrontation directe, la neutralité devient difficile à maintenir et toute position tend à être interprétée comme un alignement. Deuxièmement, la capacité de la Chine à convertir son poids économique en influence politique effective apparaît limitée, en l'absence d'instruments coercitifs ou d'une présence sécuritaire significative. Troisièmement, la dépendance énergétique qui sous-tend son engagement agit comme un obstacle, incitant Pékin à privilégier la stabilité à court terme plutôt qu'un engagement plus affirmé dans la gestion des crises. Enfin, cette posture reflète une contradiction plus profonde : la Chine cherche à maximiser ses relations sans assumer pleinement les coûts de la puissance, se heurtant ainsi à un problème de conversion de ses ressources en influence stratégique.

L'évolution récente du conflit met également en lumière une dimension souvent négligée de la posture chinoise : les attentes croissantes de certains acteurs régionaux à l'égard de Pékin. Dans le contexte des discussions relatives à une éventuelle désescalade, l'Iran a exprimé son souhait de voir la Chine jouer un rôle plus actif dans les négociations, notamment par l'intermédiaire de canaux diplomatiques impliquant le Pakistan⁷³. Aux yeux de

73. « [Guerre au Moyen-Orient : l'Iran ouvert à une aide de la Chine pour régler le conflit](#) », *Le Soir*, 15 mai 2026.

Téhéran, la Chine constitue une puissance capable d'entretenir simultanément des relations fonctionnelles avec Israël, les pays du Golfe concernés et les principales puissances occidentales, tout en bénéficiant d'un statut privilégié au sein du CSNU. Cette perception est renforcée par le niveau de confiance politique dont bénéficie Pékin auprès des autorités iraniennes ainsi que par le précédent du rapprochement irano-saoudien de 2023. Toutefois, les développements diplomatiques récents suggèrent que Pékin reste réticent à assumer directement un rôle de médiateur. S'il a soutenu une initiative conjointe sino-pakistanaise en cinq points appelant à la désescalade du conflit et encouragé Islamabad à intensifier ses efforts diplomatiques⁷⁴, Pékin a néanmoins privilégié une forme de médiation indirecte reposant sur son partenaire pakistanais plutôt qu'une implication directe dans les négociations. Ce choix apparaît révélateur des contraintes qui pèsent sur la diplomatie chinoise. Une participation plus active aux discussions pourrait certes renforcer son statut international, mais toute tentative visant à fournir des garanties explicites à l'Iran risquerait d'être interprétée par Israël et les États-Unis comme une forme d'alignement implicite sur les positions iraniennes, fragilisant ainsi la posture d'équilibre que la Chine cherche à préserver dans la région. La crédibilité dont elle bénéficie comme interlocuteur potentiel repose précisément sur son refus traditionnel des alignements exclusifs et sur son attachement déclaré aux principes de neutralité et de non-ingérence. Or, plus les acteurs régionaux sollicitent son intervention, plus Pékin est confrontée à la nécessité de prendre des positions susceptibles d'altérer cette neutralité. Autrement dit, les conditions mêmes qui rendent la médiation chinoise envisageable tendent à être fragilisées dès lors que la Chine est amenée à exercer un rôle diplomatique plus substantiel.

Dans ces conditions, la posture chinoise apparaît moins comme une stratégie proactive que comme une gestion défensive des interdépendances. La « *neutralité* » stratégique, qui constituait

74. « La Chine et le Pakistan présentent un plan vers la paix au Moyen-Orient », *Le Devoir*, 31 mars 2026.

jusqu'alors un facteur de flexibilité et d'acceptabilité, tend à se transformer en contrainte dans un environnement marqué par la polarisation et la militarisation des relations internationales. La guerre de 2025-2026 révèle ainsi un décalage croissant entre l'ampleur des intérêts chinois dans la région et sa capacité à peser sur les dynamiques sécuritaires, confirmant les limites d'un modèle fondé sur la primauté de l'économie, la prudence stratégique et l'évitement du coût sécuritaire.

4. —

Perspectives : quelle recomposition du triangle Chine– Iran–Israël dans un environnement conflictuel durable ?

S'il faut rester prudent au stade actuel, il semble que l'évolution du triangle Chine-Iran-Israël à la suite de la guerre de 2025-2026 s'inscrive dans une dynamique de recomposition progressive plutôt que de rupture brutale. Si le conflit a certes profondément affecté les conditions d'exercice de la stratégie chinoise, on peut penser qu'il ne conduira pas nécessairement à son abandon, mais plutôt à sa reconfiguration dans un environnement caractérisé par une conflictualité accrue et une polarisation stratégique croissante.

Dans cette perspective, un premier scénario plausible réside dans la poursuite d'une stratégie de triangulation adaptative, dans laquelle la Chine chercherait à maintenir simultanément ses relations avec les deux pôles antagonistes, tout en ajustant le degré et la nature de ses engagements. Cette adaptation pourrait se traduire par une différenciation plus marquée des registres relationnels: consolidation des liens énergétiques et politico-stratégiques avec l'Iran, d'une part, et maintien d'une coopération technologique plus sélective et discrète avec Israël, d'autre part. Une telle configuration correspondrait à une forme de *hedging* recalibré, dans laquelle Pékin continuerait à éviter des choix exclusifs, tout en intégrant les

contraintes accrues imposées par le conflit. Ce scénario apparaît comme le plus probable dans la mesure où il prolonge les tendances déjà observables depuis plusieurs années.

Un deuxième scénario repose sur une évolution vers une triangulation asymétrique renforcée, dans laquelle la Chine, sans rompre formellement avec l'un des pôles, verrait ses relations se rééquilibrer progressivement en faveur de l'un d'entre eux. Dans cette hypothèse, le renforcement des liens sino-iraniens - notamment dans les domaines énergétique, financier et institutionnel (OCS, BRICS, mécanismes alternatifs au dollar) - pourrait s'accompagner d'un affaiblissement relatif de la coopération avec Israël, en raison des contraintes géopolitiques croissantes. À l'inverse, un rapprochement accru avec Israël ne peut être totalement exclu, mais il apparaît moins probable dans le contexte actuel compte tenu des pressions exercées par les États-Unis sur les coopérations sino-israéliennes dans les secteurs sensibles et de l'intégration profonde d'Israël aux architectures sécuritaires et technologiques occidentales. Une telle évolution ne traduirait pas nécessairement un alignement explicite, mais plutôt une adaptation structurelle à un environnement dans lequel le coût de la neutralité devient plus élevé.

Un troisième scénario - plus ambitieux mais néanmoins envisageable - serait celui d'une reconfiguration fonctionnelle du triangle, dans laquelle la Chine chercherait à redéfinir son rôle non plus comme simple acteur d'équilibrage, mais comme fournisseur de biens publics diplomatiques, notamment en matière de facilitation du dialogue. Dans cette configuration, Pékin pourrait tenter de capitaliser sur sa capacité à entretenir des relations avec l'ensemble des parties pour promouvoir des formats de négociation indirects ou des mécanismes de désescalade. Toutefois, ce scénario demeure relativement improbable dans l'état actuel des capacités chinoises. Malgré certains succès diplomatiques ponctuels, notamment dans le rapprochement irano-saoudien de 2023, la Chine ne semble pas encore disposer des ressources institutionnelles, sécuritaires et diplomatiques nécessaires pour assumer durablement un rôle de médiateur dans des conflits de haute intensité. Sa préférence

persistante pour la non-ingérence et son refus d'endosser des responsabilités sécuritaires directes limitent également sa capacité à transformer son influence économique en véritable leadership diplomatique. La crédibilité d'un tel rôle dépendrait donc de sa capacité à dépasser le cadre strict de la diplomatie déclaratoire, ce qui impliquerait une évolution significative de ses pratiques diplomatiques.

Enfin, on ne peut pas exclure totalement un quatrième scénario, plus disruptif. Il réside dans l'hypothèse d'une chute du régime iranien. Un tel événement constituerait une rupture systémique affectant la structure même de la triangulation Chine-Iran-Israël. Contrairement aux trois scénarios précédents, il ne s'agirait plus d'un réajustement des relations, mais d'une transformation du pôle iranien lui-même. Dans cette hypothèse, un Iran post-république islamique, plus ouvert à l'Occident, et réintégré dans l'économie mondiale réduirait l'avantage stratégique de la Chine fondé sur les sanctions, notamment l'accès privilégié à des ressources énergétiques à coût réduit. À l'inverse, une transition interne instable pourrait accroître les risques et inciter Pékin à réduire son exposition, affaiblissant la centralité de l'Iran dans sa stratégie régionale. Dans les deux cas, la relation sino-iranienne serait profondément reconfigurée. Plus largement, la disparition ou la transformation radicale du pôle iranien entraînerait une recomposition du triangle, voire sa déstructuration partielle. Ce scénario met en évidence une limite fondamentale de la triangulation : sa dépendance à la stabilité minimale des acteurs qui la composent. Il souligne ainsi la vulnérabilité de la stratégie chinoise face à des dynamiques de rupture interne, révélant les tensions entre interdépendance et instabilité systémique.

Au-delà de ces scénarios, la trajectoire du triangle Chine-Iran-Israël sera également conditionnée par des facteurs liés à l'évolution du système international. La fragmentation croissante de l'ordre international, la montée des logiques de régionalisation et la politisation accrue des interdépendances économiques tendent à réduire l'espace disponible pour des stratégies fondées sur la flexibilité et l'ambiguïté. Dans ce contexte, la triangulation apparaît de

plus en plus comme une stratégie sous tension, dont la soutenabilité dépend de la capacité de la Chine à adapter ses instruments d'action à un environnement caractérisé par une intensification des rivalités.

Ainsi, les perspectives du triangle Chine-Iran-Israël ne se résument pas à une alternative entre maintien et rupture, mais renvoient à un processus plus complexe de transformation des modalités d'engagement chinois. La guerre de 2025-2026 n'a pas mis fin à la logique de triangulation, mais elle en a profondément modifié les conditions d'exercice, en révélant les contraintes croissantes qui pèsent sur une stratégie fondée sur la neutralité stratégique et l'interdépendance économique dans un environnement dominé par des logiques de confrontation.

Conclusion

La guerre Iran-Israël/États-Unis de 2025-2026 constitue un révélateur majeur des dynamiques profondes qui structurent l'engagement chinois au Moyen-Orient. Loin de marquer une rupture brutale dans la politique étrangère de Pékin, elle met en lumière les tensions internes d'un modèle fondé sur la triangulation stratégique, l'interdépendance économique et la neutralité revendiquée. En mobilisant simultanément des relations avec l'Iran et Israël, la Chine a cherché à préserver une posture d'équilibre, caractéristique d'une stratégie de *hedging* adaptée à un environnement régional fragmenté. Toutefois, la transformation de cette rivalité en conflit ouvert a profondément altéré les conditions de viabilité de cette approche.

L'analyse du triangle Chine-Iran-Israël montre que la triangulation ne constitue pas uniquement une stratégie active d'optimisation des relations, mais également une configuration contrainte par des interdépendances matérielles et des asymétries de pouvoir. Dans ce cadre, la posture chinoise apparaît moins comme une capacité à exploiter les rivalités que comme une nécessité de les gérer. La guerre a ainsi révélé les limites d'un modèle reposant sur la maximisation des bénéfices économiques sans engagement sécuritaire équivalent. En l'absence d'instruments coercitifs ou d'une capacité d'intervention crédible, la Chine demeure un acteur central sur le plan économique, mais périphérique dans la production de la sécurité régionale.

Ce décalage renvoie à une problématique plus large de conversion de la puissance. Si la Chine dispose de ressources économiques considérables et d'un capital diplomatique croissant, sa capacité à transformer ces atouts en influence stratégique effective reste limitée dans des contextes de conflictualité élevée. La neutralité stratégique, qui a longtemps constitué un facteur de flexibilité et d'acceptabilité, tend à se transformer en contrainte dès lors que les

dynamiques régionales se polarisent. Dans un tel environnement, l'ambiguïté stratégique devient plus coûteuse, et la capacité à éviter les choix s'amenuise. Dans cette perspective, la guerre Iran-Israël/États-Unis souligne les tensions inhérentes à l'émergence de la Chine comme puissance globale. Pékin cherche à s'affirmer comme un acteur central des relations internationales tout en évitant les coûts associés à la production de l'ordre. Cette posture intermédiaire, située entre puissance économique et puissance stratégique, apparaît de plus en plus difficile à soutenir dans un système international marqué par la compétition, la militarisation et la fragmentation normative.

Dès lors, l'évolution du triangle Chine-Iran-Israël dépendra de la capacité de Pékin à adapter ses instruments d'action à ces transformations. Hormis l'hypothèse de la chute du régime iranien, la poursuite d'une stratégie de triangulation restera possible, mais sous des formes plus limitées, impliquant des arbitrages plus explicites et une différenciation accrue des relations bilatérales. À plus long terme, la question centrale ne réside pas tant dans la capacité de Pékin à maintenir un équilibre entre des partenaires antagonistes, que dans sa volonté - ou non - d'assumer un rôle plus actif dans la structuration de l'ordre moyen-oriental. À cet égard, le cas du Moyen-Orient dépasse largement son cadre régional. Il représente un laboratoire de l'insertion internationale de la Chine et un test de la soutenabilité de son modèle d'engagement. La triangulation, loin d'être uniquement une stratégie de puissance, apparaît ainsi comme un révélateur des contraintes structurelles auxquelles Pékin est confronté dans sa transition vers un statut de puissance globale.

Les rapports du GRIP

- 2026/1 DELORI Mathias, **La couverture du terrorisme et des guerres contre-terroristes dans la presse francophone**, 35 p.
- 2025/5 BERGHEZAN Georges, **Armée Ougandaise en RDC: force de paix ou puissance occupante ?**, 50 p.
- 2025/4 GRIP/SIPRI, « **Dépenses militaires, production et transferts d'armes, Compendium 2025** », 54 p.
- 2025/3 WASINSKI Christophe, **L'imaginaire «Start-up» de la guerre: L'intelligence artificielle et le réenchantement de la défense de l' «Occident»**, 54 p.
- 2025/2 BERGHEZAN Georges, **Trafics d'armes des États-Unis vers le Mexique**, 40 p.
- 2025/1 CHOBER Adolphe Agenonga, **Est de la RDC: inflation des prix du cacao, émergence des réseaux de contrebande et de criminalité**, 34 p.
- 2024/7 SIPRI, **Dépenses militaires, production et transferts d'armes, Compendium 2024**, Traduction GRIP, 54 p.
- 2024/6 KELLNER Thierry et LOUTFI Nادية, **L'influence de la Chine au Moyen-Orient. Entre avancées notables et limites persistantes**, 32 p.
- 2024/5 LONGUET Samuel, **Vendre des armes à Taïwan sans régler "la question de Formose". Les ambiguïtés états-uniennes et européennes**, 62 p.
- 2024/4 WASINSKI Christophe, **Puissance aérienne et gouvernement du ciel en Afrique. Vivre dans les fantasmes sécuritaires d'Autrui**, 28 p.
- 2024/3 NGUYEN Anne, **Hausse des achats d'armement au ViêtNam et en Thaïlande**, 36 p.
- 2024/2 BOL Maïté, **L'intégration des enjeux climato-environnementaux dans les doctrines et stratégies militaires: état des lieux et pistes de réflexion**, 120 p.

- 2024/1 BERGHEZAN Georges, **Hors OTAN, mais partenaires: Bosnie-Herzégovine, Serbie, Kosovo**, 36 p.
- 2023/4 LONGUET Samuel, **Faut-il acheter le F-35 pour participer au partage nucléaire dans l'OTAN ?**, 50 p.
- 2023/3 GRIP/SIPRI, **Dépenses militaires, production et transferts d'armes, Compendium 2023**, 52 p.
- 2023/2 **Résumé du SIPRI Yearbook 2023 Armements, désarmement et sécurité internationale**, Traduction GRIP, 24 p.
- 2023/1 BERGHEZAN Georges, **La Turquie, nouveau leader de non-alignés ?**, 60 p.
- 2022/5 BOL Maïté, **Un programme en eaux troubles - Incertitudes autour des sous-marins nucléaires australiens**, 40 p.
- 2022/4 BUCHET-COUZY Clémence, **Si importantes qu'elles disparaissent. L'invisibilité des femmes combattantes dans les programmes DDR**, 28 p.
- 2022/3 GRIP/SIPRI, **Dépenses militaires, production et transferts d'armes, Compendium 2022**, 52 p.
- 2022/2 **Résumé du SIPRI Yearbook 2022 - Armements, désarmement et sécurité internationale**, Traduction GRIP, 32 p.
- 2022/1 BERGHEZAN Georges, **Industries de défense saoudienne et émiratie: défis semblables, évolutions divergentes**, 28 p.
- 2021/7 CHOBER Adolphe Agenonga, **Est de la RDC: le paradoxe d'un état de siège et d'une insécurité grandissante**, 28 p.
- 2021/6 BRABANT Stan, **Robots tueurs: Le début de la fin ?**, 28 p.
- 2021/5 GRIP/SIPRI, **Dépenses militaires, production et transferts d'armes, Compendium 2021**, 48 p.

La Chine face à la guerre Iran–Israël (2025–2026):

Entre triangulation stratégique et limites de la puissance

La guerre opposant l'Iran à Israël et aux États-Unis depuis juin 2025/février 2026 constitue un révélateur des logiques structurelles qui sous-tendent la présence chinoise au Moyen-Orient. Loin de s'inscrire dans une logique d'alignement ou de neutralité passive, la posture de Pékin doit être comprise à travers le prisme de la triangulation stratégique. En entretenant simultanément des relations économiques et politiques avec deux acteurs antagonistes, la Chine cherche à maximiser ses intérêts tout en évitant les coûts d'un engagement conflictuel. Cet article mobilise les apports théoriques

relatifs aux triangles stratégiques, aux asymétries relationnelles et à la synchronisation des interactions pour analyser la configuration Chine-Iran-Israël. Il montre que la guerre transforme cette triangulation en une structure contrainte, dans laquelle les marges de manœuvre chinoises sont réduites par l'intensification du conflit. Si la Chine conserve une capacité singulière à dialoguer avec les parties antagonistes, son incapacité à influencer directement les dynamiques sécuritaires souligne les limites d'une puissance principalement économique dans un environnement hautement militarisé.

Thierry Kellner et Nadine Loutfi



Thierry Kellner est maître de conférence au Département de science politique de l'Université libre de Bruxelles (ULB). Nadine Loutfi est doctorante, également au Département de science politique de l'ULB. Tous deux sont membres du centre Recherche et études en politique internationale (REPI), de l'Observatoire des Mondes Arabes et Musulmans (OMAM) et du Centre de recherche sur l'Asie de l'Est (EASt).

